

De quelle valeur du service public parle-t-on ?

Jean-Marie Harribey
14 janvier 2022

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2022/01/14/de-quelle-valeur-du-service-public-parle-t-on>

Au moment d'une grande grève dans l'éducation nationale, que l'éditorialiste des *Échos* (13 janvier 2022), Jean-Marc Vittori, accuse « d'ajouter de la pagaille à la pagaille », on peut reprendre la question de la valeur produite dans les services monétaires non marchands, qui, d'une part, a été mise sur la table quasi officiellement par l'INSEE¹ à la fin de l'année 2021, et, d'autre part, qui m'a donné l'occasion de prolonger cette analyse en labourant une fois de plus le même terrain que depuis plus de trente ans (voir mon commentaire du texte des statisticiens de l'INSEE « L'INSEE remet les pendules à l'heure sur le travail des fonctionnaires » sur le blog <https://blogs.alternatives-economiques.fr/les-economistes-atteintes/2021/12/21/l-insee-remet-les-pendules-a-l-heure-sur-le-travail-des-fonctionnaires> et sur le blog <https://blogs.mediapart.fr/jmharribey/blog/271221/l-insee-remet-les-pendules-l-heure-sur-le-travail-des-fonctionnaires>.²

L'éternel problème de la valeur

Le journaliste Romaric Godin revient à son tour sur cette question dans un texte intitulé « La vraie valeur du service public » (*Mediapart*, 12 janvier 2022, file:///Users/admin%201/Desktop/article_1005280-1.pdf). Cette reprise est tout à fait bienvenue et on peut le remercier d'avoir donné une audience supplémentaire à cette question parmi les plus sensibles de la théorie économique. Comme le tabou sur le caractère productif du travail dans les services non marchands est encore à peine levé et qu'il demande donc d'apporter quantité de précisions rarement abordées, que Romaric Godin me permette de lever certaines ambiguïtés ou de gommer certaines approximations à propos de cette délicate question qui heurte à la fois la doxa libérale et le plus répondeur des discours hétérodoxes. Je concentre ce petit texte sur les points qui restent à discuter, en disant auparavant que j'approuve beaucoup d'éléments donnés par Romaric Godin.

Dans son introduction, Romaric Godin demande : le service public « est-il dépendant du financement privé ou n'est-il pas davantage un moyen de satisfaire des besoins sans se soumettre à la logique économique ? » Cette alternative est fautive. Soit on pose l'alternative : le service public dépend-il ou non du financement privé ? Soit on demande s'il répond ou non à des besoins à satisfaire ? Soit on pose les deux questions à la suite l'une de l'autre, de préférence en commençant par la deuxième. La manière de Romaric Godin de poser sa question ne convient pas sur le plan logique. Car on pourrait très bien répondre – et les

¹ Nicolas Carnot et Étienne Debauche, « Dans quelle mesure les administrations publiques contribuent-elles à la production nationale ? », 3 décembre 2021, <https://blog.insee.fr/dans-quelle-mesure-les-administrations-publiques-contribuent-elles-a-la-production-nationale>. Un autre statisticien de l'INSEE, Sylvain Billot, était lui aussi intervenu auparavant dans « Pourquoi parler de "part des dépenses publiques dans le PIB" est une imposture », 12 mai 2021, <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/120521/pourquoi-parler-de-part-des-depenses-publiques-dans-le-pib-est-une-imposture>.

² C'est devenu quasiment un refrain dans mon travail, et, contrairement à ce qu'on pourrait penser à la lecture de Romaric Godin, je n'utilise pas la note de l'INSEE pour « développer l'idée qu'il existe bien une valeur produite par le travail dans la sphère non marchande », mais pour la rabâcher inlassablement, la poser conceptuellement et non pas en m'appuyant, pour ce qui est des concepts, sur l'INSEE qui, pour l'instant, n'a pas encore fait un pas dans ce sens.

économistes néoclassiques les plus éclairés ne s'en privent pas – : le service public répond à des besoins collectifs et doit être financé par le privé. D'ailleurs, Romaric Godin le dit ainsi : « Les néolibéraux reconnaissent volontiers le "besoin" de services publics, et Emmanuel Macron et son gouvernement ne se privent plus, depuis le début de la pandémie, de faire des déclarations d'amour au service public. » Et il rapporte, toujours de manière correcte : « Mais leur conception de la valeur de ce service les amène à le soumettre à la logique marchande, à la nécessité de "créer d'abord de la richesse". La question n'est donc pas de savoir si l'on a ou non besoin de services publics, ni même l'identification de ces besoins, mais bien la conception des services publics que l'on déploie dans les politiques publiques. »

Une fois remise sur ses pieds la question, vient le moment de la référencer. Romaric Godin indique que je soutiens qu'« il existe bien une valeur produite par le travail dans la sphère non marchande. On entend ici par valeur celle développée par Marx dans les premiers chapitres du Livre I du *Capital* et qui se distingue des valeurs dites d'échange et d'usage. » Ce n'est pas tout-à-fait cela, ce n'est même pas du tout cela. Je dis qu'il faut considérer que la théorie de la valeur de Marx énoncée au début du *Capital* exprime le modèle pur du capitalisme, dans lequel il analyse la force de travail soumise à l'exigence de produire de la plus-value (donc de la valeur) pour le capital. Cette analyse n'a pas pris une ride, surtout si elle est assortie de l'obligation pour le capital de vendre les marchandises pour transformer en argent la plus-value : la vente valide le travail effectué en amont. Mais, dans le capitalisme concret, les luttes sociales ont permis d'imposer l'existence de services non marchands dont la valeur ne résulte pas d'une validation sociale par le marché mais d'une décision politique *ex ante* de faire produire par des travailleurs du soin non marchand, de l'éducation non marchande, etc.

Aussi, l'affirmation précédente de Romaric Godin mérite d'être interrogée sur deux plans. D'abord, l'analyse de la valeur de Marx ne « se distingue pas » de la valeur d'usage et de la valeur d'échange. Elle reprend cette dichotomie venant de l'économie politique (elle-même venant d'une intuition prémonitoire d'Aristote) pour la porter plus loin tout en la critiquant : la *valeur d'usage* est une condition pour que soit produite de la *valeur* ; celle-ci est une fraction du travail socialement validé monétairement, et elle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par l'équivalent monétaire de la quantité de travail socialement nécessaire. Ensuite, et c'est un point qui est opposé à la thèse autoréférentielle de la valeur et de la monnaie des néo-institutionnalistes³, le point clé est la validation sociale du travail effectué, dont il existe deux formes dans les sociétés capitalistes contemporaines.

La validation sociale du travail

Il s'ensuit que, contrairement à ce qu'avance Romaric Godin, il n'existe aucune « ambiguïté » dans « l'idée de "*validation sociale du travail*" ». Marx est limpide avec sa métaphore du « saut périlleux de la marchandise »⁴, de la même façon qu'il n'y a aucune ambiguïté dans la décision de la République d'apprendre à lire et écrire à tous les enfants « gratuitement ». La seule ambiguïté qui demeure est dans la tête de ceux qui, soit par intérêt (et on les comprend !), soit par manque d'accoutumance à une idée iconoclaste, restent en partie

³ Voir mon débat avec André Orléan : Jean-Marie Harribey, « La valeur, ni en surplomb, ni hors-sol, À propos du livre d'André Orléan, *L'empire de la valeur, Refonder l'économie* », *Revue de la Régulation*, second semestre 2011, <https://journals.openedition.org/regulation/9483> ; « Du travail à la monnaie, Essai de perspective sociale de la valeur, Examen critique de la vision autoréférentielle de la valeur et de la monnaie », *Économie et institutions*, n° 26, 2017, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/monnaie-valeur.pdf> ; voir la réponse d'André Orléan, « Réponse à Jean-Marie Harribey », *Revue de la Régulation*, second semestre 2011, <https://journals.openedition.org/regulation/9502>. Voir aussi la critique acerbe de Michel Husson à l'égard du livre d'Orléan : « Le pire de la valeur », *Contretemps*, n° 112, mars 2012, <http://hussonet.free.fr/pirval.pdf>.

⁴ Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 645.

prisonniers des visions habituelles. Je vois une confirmation de cet enfermement durable de la pensée dans l'ajout de Romaric Godin : « Jean-Marie Harribey y voit naturellement une forme de défense de la sphère politique vis-à-vis de la sphère économique, et *sans doute était-ce vrai lorsque la partie marchande de la valeur était suffisante*. » (C'est moi qui souligne). Dans cet ajout subsiste l'idée tenace qu'il faut que la sphère marchande soit une condition de la sphère non marchande. Eh bien, non ! Nous n'avons pas besoin d'une sphère capitaliste *suffisante* pour que l'éducation non marchande soit possible ; il suffit d'une décision politique de consacrer des forces de travail et des ressources matérielles à cela, certes à ce moment-là non disponibles pour aller valoriser le capital. Oui, mais il faut payer tout cela, dira-t-on. Certes, mais *par un prélèvement sur un revenu national déjà augmenté du produit non marchand et non pas par un prélèvement sur le seul produit marchand* (et c'est en cela que l'INSEE nous a fait un beau cadeau de fin d'année). Et c'est là que la distinction subtile de Keynes vient renforcer le génie de Marx : Keynes distingue le financement de l'économie *a priori* de son paiement *a posteriori*. Dans le cas des services non marchands, l'impôt ne les « finance » pas au sens de Keynes, il les « paie » de manière collective. Trop grande subtilité, diront certains ? Peut-être, mais qui nous permet de faire le lien avec la nécessaire maîtrise collective du système bancaire, du crédit et donc de la création de monnaie indispensable pour accompagner le développement économique, qu'il soit marchand ou non marchand. Eh oui, encore, le capitalisme est une économie monétaire de production. C'est ce point que j'ai longuement discuté au cours des dernières années avec ceux des économistes – marxistes ou non – qui restent attachés à l'interprétation traditionnelle⁵.

De plus, Romaric Godin commet, me semble-t-il, une erreur importante en affirmant que « en système capitaliste, rien n'est "validé socialement" qui ne renforce l'accumulation du capital ». Or, le fait indéniable est que la validation sociale du travail effectué dans la production des services non marchands *n'est en rien* faite dans le but de servir l'accumulation du capital ; elle en est l'exact contraire puisqu'elle soustrait à la logique du profit cette production (et, en amont, des ressources et des forces de travail). Et j'ai souvent répété que nous avons affaire à une tension conflictuelle entre la logique d'accumulation privée et celle des besoins sociaux. Une tension et un rapport de force qui ne sont jamais figés et, en cela, on peut donner raison à Romaric Godin qui souligne que « le service public n'est donc pas à l'abri des logiques du secteur marchand », des logiques qui se traduisent par des privatisations ou par des restrictions de l'espace non marchand. Mais dire que « la "validation sociale" est soumise à un intérêt général qui, en système capitaliste, ne peut se réduire *in fine* que dans la génération globale de profit » est factuellement faux. Sinon on ne comprendrait pas pourquoi le capital s'acharne à *vouloir* marchandiser toujours davantage ce qui lui échappe ; qui lui échappe dans des proportions encore non négligeables puisque l'INSEE le chiffre à environ 18 % de la valeur ajoutée totale. Et ma thèse n'a jamais eu la prétention d'être une « garantie de protection des services publics », comme m'en accuse Romaric Godin. Elle se situe dans l'ordre *du concept de travail productif de valeur*, préalable à une action politique, et c'est

⁵ Parmi eux, l'un des plus renommés est notre regretté ami Michel Husson qui, dans un texte intitulé « Comptabilité nationale et valeur marchande », Note hussonet, n° 103, 18 octobre 2016, republiée dans *Contretemps*, <http://hussonet.free.fr/apupu.pdf>, présentait une autre interprétation de la comptabilité nationale, à laquelle j'avais répondu dans « Et pourtant, ils produisent, éléments de réponse à Michel Husson », *Contretemps*, 31 janvier 2017, <https://www.contretemps.eu/harribey-reponse-husson-valeur>. La discussion a rebondi lors de la publication des livres de Stephanie Kelton et de Pavlina Tcherneva : voir Jean-Marie Harribey, « Du travail productif dans les services non marchands à la garantie de l'emploi : le débat est ouvert », 25 septembre 2021, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/09/25/du-travail-productif-dans-les-services-non-marchands-a-la-garantie-de-l-emploi-le-debat-est-ouvert>. Et, dans un des derniers textes que Michel Husson ait écrit (La garantie de l'emploi au milieu du gué », *À l'encontre*, 3 mai 2021, <http://alencontre.org/societe/la-garantie-demploi-au-milieu-du-gue.html>), on trouve une ébauche de rapprochement avec la thèse que je soutiens : « *Ce conflit entre deux modes de calcul économique orientés, l'un vers le profit, l'autre vers l'utilité sociale apparaît ici clairement* ». Les « deux modes de calcul économique », selon lui, sont-ils très différents des deux modes de validation sociale que je théorise ?

donc à nous tous, travailleurs et citoyens, que revient le soin de garantir par la bataille sociale la protection nécessaire face aux coups de boutoir capitalistes. Je passe sur le raccourci qui fait aller Romaric Godin de ma thèse à celle de l'école du *Public choice*, dont on pourrait croire à le lire qu'elle dénonce le fait que « les services publics sont, comme le secteur privé, la proie d'intérêts particuliers », alors qu'il s'agit, dans l'esprit de cette école, d'aller dans le sens de ces intérêts.

Bien distinguer valeur d'usage et valeur

La suite du texte de Romaric Godin est alors un peu surprenante : après avoir contesté le concept de validation sociale dans le secteur non marchand qui, seul, à mon sens, permet de théoriser sûrement le caractère productif de valeur du travail qui y est employé, il fait état du « besoin du capital de venir pressurer le service public *pour en extirper la valeur* et en réduire le prix (autrement dit l'impôt) ». Et plus loin : « Cette pratique de gestion [il s'agit de la pratique néolibérale] des services publics prend acte de *leur capacité à créer de la valeur* » (C'est moi qui souligne dans ces deux citations). Il aurait mieux valu dire non pas « de leur capacité », comme si elle n'était que potentielle, mais « de leur réalité ».

Romaric Godin termine alors son article par un imbroglio théorique étonnant. Après avoir de nouveau accrédité l'idée d'une production de valeur dans les services non marchands, il fait un bond en arrière colossal : « Autrement dit, dire que les services publics ne sont pas qu'un poids et créent de la valeur ne suffit pas à les protéger du démantèlement néolibéral. Ce serait même un risque de plus de voir justifier ce démantèlement par les besoins même du capital. Il semble alors qu'il faille assumer et même revendiquer le besoin d'extirper les services publics de tout besoin de production de valeur. Autrement dit, il faut assumer l'organisation du secteur public indépendamment de sa capacité de créer de la valeur et de l'activité pour le secteur privé. »

Je suis en total désaccord avec cela, car c'est à nouveau tomber dans l'erreur selon laquelle la valeur au sens économique ne relève que du secteur capitaliste, donnant donc raison à la déclaration idéologique de Bernard Arnault qu'il cite à bon escient mais qui n'est qu'une idiotie : « *On crée des emplois publics, mais ce ne sont pas de vrais emplois. Les vrais emplois, ce sont des emplois marchands du secteur des entreprises. Ce sont les seuls à même de réduire le chômage et améliorer le pouvoir d'achat global du pays.* »⁶, et qui est identique à celle de Jean Peyrelevade que je cite souvent.

La conclusion de Romaric Godin aboutit à une contradiction : « Autrement dit, il faut assumer l'organisation du secteur public indépendamment de sa capacité de créer de la valeur et de l'activité pour le secteur privé. Le point de départ de la valeur des services publics, ce sont les besoins de services publics. C'est une "valeur" qui n'est pas de la valeur économique ». Cher Romaric, d'une part, toute valeur qui s'exprime économiquement en monnaie est toujours économique, c'est même une tautologie ; d'autre part, les services publics (ou ce qu'il en reste) ne sont pas organisés pour créer de la valeur pour le secteur privé, ce serait un oxymore. Et le ralliement à la thèse de Bernard Friot⁷ est aussitôt anéanti par la citation concernant Willy Pelletier qui suit : « Comment mesurer cette valeur ? Willy Pelletier répond très

⁶ Bernard Arnault, « Les vrais emplois sont les emplois marchands », BFM/Business, 3 février 2016, https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/culture-loisirs/bernard-arnault-les-vrais-emplois-sont-les-emplois-marchands_AN-201602030198.html. Jean Peyrelevade écrit dans « Quand l'économie du partage aveugle les anticapitalistes », *Les Échos*, 20 janvier 2016 : « L'économie gratuite est intégralement financée par les producteurs de richesses marchandes, ceux qui, au sens propre, font du fric ».

⁷ Va paraître prochainement une recension que j'ai faite du livre de Bernard Friot et Frédéric Lordon, *En travail, Conversations sur le communisme* (La Dispute, 2021) : « Le communisme en marche, Sur le dialogue entre Bernard Friot et Frédéric Lordon », janvier 2022.

simplement : "C'est lorsque les services publics manquent que l'on devient conscient de leur valeur. " "Le service public est comme l'air qu'on respire, il est partout présent sans que l'on s'en rende compte, jusqu'à ce qu'il manque", ajoute-t-il. » Échafaudage anéanti car ce que dit Willy Pelletier se rapporte à la valeur d'usage et non pas à la valeur des services publics, ni à la valeur créée en leur sein. Confusion qui ne nous projette pas dans un « déjà-là » mais qui nous fait effectuer un retour à l'ère pré-économie politique. Il convient donc de se libérer non pas de la valeur mais de la tentative de restreindre celle-ci à l'espace capitaliste, car même dans une société post-capitaliste, communiste même, de la valeur économique devra être créée, sauf à supposer que nous aurions atteint l'abondance absolue, autre bévée du discours économique dominant, tant celui néoclassique que celui du marxisme ayant dominé le XX^e siècle. Mon propre travail a seulement consisté à nous aider à nous extraire de la vacuité du discours libéral convenu et du discours traditionnel marxiste qui tombe dans le même travers. Comme beaucoup de choses sont liées, j'ai parlé ailleurs du rapport entre la théorie de la valeur et la question écologique, que l'on me permette d'y renvoyer⁸.

Il s'ensuit que c'est le titre même de l'article de Romaric Godin qui pose problème : « La vraie valeur du service public », dont le libellé ne nous dit pas s'il s'agit d'une valeur d'usage ou d'une valeur. Compte tenu de l'imbroglio qui précède, le risque de confusion permanent dans la littérature économique est toujours présent. On y reviendra donc. Que l'on me pardonne à l'avance...

⁸ Notamment sur ce blog : « Le travail au prisme de l'écologie politique », 27 octobre 2021, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/10/27/le-travail-au-prisme-de-l-ecologie-politique> ; « La nature travaille-t-elle ? », 8 décembre 2021, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/12/08/la-nature-travaille-t-elle> ; ou bien sur AOC : « La nature entre animisme et fiction », 10 décembre 2021, <https://aoc.media/opinion/2021/12/09/la-nature-entre-animisme-et-fiction>. Ainsi que dans tous mes livres, dont le dernier *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible*, Paris, Dunod, 2021.